

Monsieur Le Président, Mesdames et Messieurs les élus (es), chers (es) collègues et camarades,

Nous sommes présents à ce Comité Technique, juste le temps d'une déclaration commune CGT et UGICT-CGT, en ce 50ème jour de grève contre une réforme des retraites qui risque de nous être imposée, parce que nous sommes toutes et tous concernés actifs et retraités, nés avant et après 1975. Parce que les femmes, les territoriaux avec un point d'indice gelé, sommes et resterons les plus impacté-e-s

Nous sommes toutes et tous perdants.

Travailler plus longtemps pour gagner moins, c'est ce que nous réserve le projet de création d'un système dit universel des retraites concocté par le gouvernement.

La CGT est mobilisée depuis plus de 50 jours pour obtenir le retrait du projet de la réforme retraite.

Nous avons des propositions : un objectif parfaitement réaliste en modifiant la répartition des richesses et en changeant de politique économique.

Depuis le début de ce qui est devenu une crise sociale majeure sans précédent, partout en France les manifestations ont été importantes, les grèves sont suivies et de nombreuses actions sont menées.

De même, au fur et à mesure des annonces gouvernementales sensées apporter des réponses et faire diminuer le mécontentement, les sondages ne font que montrer une augmentation du rejet de ce projet de loi injuste.

Dans la fonction publique territoriale, les agentes et agents ne sont pas dupes des annonces du Premier Ministre car non seulement l'âge pivot n'est pas retiré, mais en plus le Premier Ministre a confirmé sa volonté de reculer l'âge de départ en retraite tout en prétendant laisser la responsabilité aux partenaires sociaux de choisir les modalités de la régression.

Le gouvernement a confirmé sa volonté de supprimer les catégories actives pour instaurer un compte individuel pénibilité dont les critères d'exposition sont extrêmement réduits, ce qui entraînera la perte de droits à départs anticipés à la retraite pour des centaines de milliers de salariés.

Le Vendredi 20 décembre 2019

Différentes formations issues de la gauche et de l'écologie, ont rédigé une déclaration commune condamnant "la méthode et le fond de cette réforme des retraites" et "demandant que s'ouvre un vrai débat qui mette en balance toutes les propositions pour améliorer le système de retraite actuel sans régression sociale".

Aujourd'hui, vendredi 24 janvier 2020

Le texte tant décrié va être présenté aux ministres. Nous ne pouvions rester sans rien faire.

Par solidarité et parce que nous protestons contre l'adoption de ce dossier, nous faisons valoir notre droit de grève.

Nous aurions préféré bénéficier du report de ce comité technique.

Nous avons entendu les appels à notre responsabilité vis à vis des possibles conséquences sur des décisions pouvant impacter les agents.

Mais ces mêmes agents doivent prendre conscience que si nous ne faisons rien, leur future retraite est en danger, et ce quel que soit leur âge.

Les décisions qui ne seront pas prises en janvier pourront l'être en février, mars, avec des dates de mise en œuvre rétroactives.

Par contre la validation de ce projet de loi aura des effets immédiats et destructeurs pour longtemps sans possibilité de retour.

Pour conclure, nous invitons tous les élus Rennais, représentant les forces de gauche et écologiste, à faire remonter au gouvernement, par l'intermédiaire de leurs députés et sénateurs, le rappel de la demande d'ouvrir un vrai débat autour d'une nouvelle réforme des retraites.

Nous vous encourageons également à faire entendre que si rien n'est fait, le mouvement risque de se radicaliser.

Nous appelons tous les personnels, les élus, les partis politiques de gauche, tous ceux qui ne cautionnent pas cette réforme à montrer leur solidarité voire rejoindre les grévistes par un soutien physique, moral ou financier. Financier comme le fait le maire de Champigny sur Marne par exemple !

Nous vous remercions pour votre écoute et resterons présent Le temps de votre réponse car ensuite nous rejoindront les grévistes dans la rue.